

*Initiatives ministérielles*

Le gouvernement doit aussi faciliter la création de technologies du bâtiment résidentiel afin d'exporter le savoir-faire et les services du Canada dans ce secteur. De même, pour que l'industrie soit en mesure d'exploiter l'important filon économique que représentent les rénovations à notre actuel parc de logements, il faut soutenir sa capacité.

Avec la fin du siècle qui arrive à grands pas, les circuits électriques, la plomberie et les équipements techniques de bon nombre de logements actuels doivent être remis à neuf pour conserver leur efficacité. Cela représente beaucoup de travail nécessitant une main-d'oeuvre importante, ce qui compensera dans une certaine mesure les emplois perdus à cause de la baisse des mises en chantier.

Pour cela, il faudra favoriser l'essor d'une industrie regroupant un mélange de métiers différent de celui que requiert la construction de maisons neuves. Le gouvernement fédéral doit reconnaître l'importance de rénover le parc de logements actuel du Canada et de faciliter cette tâche maintenant, et pas dans dix ans. En fait, en abandonnant le programme de remise en état des logements locatifs il y a quelques années, le gouvernement a fait preuve d'un manque de clairvoyance.

Les politiques canadiennes sont bien adaptées à l'élaboration de solutions mixtes aux problèmes du secteur du logement. Un réseau très étendu a été tissé entre tous les intervenants actifs dans les éléments production, consommation et réglementation du secteur du logement, mais le gouvernement actuel n'est pas disposé à devenir un partenaire sérieux dans la mise en oeuvre de ces solutions conjointes.

Par exemple, 6 p. 100 seulement des Canadiens bénéficient actuellement des programmes de logement social, mais il y en a au moins 15 p. 100, soit plus d'un million, qui ont un besoin d'hébergement urgent. Or, au mépris de besoins aussi criants, le gouvernement fédéral a, à chaque budget, sabré dans les programmes de logement social.

Le dernier budget prévoit une réduction de 50 p. 100 du nombre de logements sociaux qui seront construits en trois ans. Comme il s'agit d'un programme à frais partagés, le gouvernement fédéral laisse tomber les provinces

et oblige celles-ci, surtout les provinces démunies, à réduire leurs allocations.

Les récentes compressions budgétaires ont aussi marqué la disparition du programme de logement coopératif. Ce programme de logement à prix économique est destiné à des ménages de divers niveaux de revenu et non exclusivement aux pauvres, car cela finit malheureusement tôt ou tard par créer des ghettos.

Des études montrent que le mélange des classes sociales semble poser de plus en plus de problèmes ces dernières décennies. On ne sait trop si cela dépend d'un changement des objectifs de la société ou d'une sensibilisation croissante à la présence des pauvres. Ce qui est évident, toutefois, c'est qu'une politique d'habitation ne doit pas viser simplement à produire un certain nombre de logements, mais encore à bien penser l'emplacement géographique et social de ces logements dans la collectivité.

Selon un document de la SCHL, on a sacrifié le mélange des classes sociales à l'autel de la rentabilité. En supprimant le programme de logement coopératif, dont un élément clé était de regrouper des ménages de divers niveaux de revenu, le gouvernement a compromis un développement communautaire sain. Et, en dépit des modifications qui ont été apportées au programme il y a un an afin de satisfaire aux exigences de rentabilité du gouvernement, celui-ci a quand même supprimé le programme.

Le gouvernement n'a pas su assumer ses responsabilités et relever les défis de l'aménagement d'un environnement communautaire sain.

Le gouvernement fait également fi d'autres problèmes urgents de logement.

Le taux le plus élevé de criminalité se retrouve dans les projets de logements sociaux pour familles où 37,5 p. 100 des résidents sont des enfants. Le programme met aussi en danger les personnes âgées dépendantes et les mères chefs de familles monoparentales.

Si l'on considère les réparations requises d'urgence dans plusieurs logements subventionnés, on peut dire que le gouvernement fédéral est, à toutes fins pratiques, un propriétaire de taudis.

Une évaluation des logements subventionnés, réalisée en 1990, indiquait que de graves lacunes en matière de